



## CHAPTER A-5.1

## CHAPITRE A-5.1

### Agricultural Development Act

### Loi sur l'aménagement agricole

1985, c.28, s.1.

1985, c.28, art.1.

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	1
agriculture lease — bail agricole	
agricultural linkage operation — opération de couplage agricole	
agriculture occupation permit — permis d'occupation agricole	
Board — Commission	
farming operation — exploitation agricole	
lease area — périmètre	
Minister — Ministre	
Continuation and composition of Board. . . . .	2
Term of office. . . . .	2.1
Vacancy or temporary absence. . . . .	2.2
Quorum. . . . .	2.3
Remuneration and expenses. . . . .	2.4
Board responsible to Minister. . . . .	3
Powers of Board. . . . .	4, 5
Recommendations of Board respecting applications. . . . .	5.1
Annual charge. . . . .	5.11, 5.12
Minister's report respecting financial assistance. . . . .	5.2
Annual charge. . . . .	5.3
Powers of Board. . . . .	6
Lease, not assignable. . . . .	7
Lease, cancellation of. . . . .	8
Agreement of sale, forfeiture and repossession. . . . .	9
Lease, abandonment of. . . . .	10
Lease, death of lessee. . . . .	11
Agreement for sale, status of defaulting purchaser. . . . .	12
Agriculture occupation permit. . . . .	12.1
Term of agriculture occupation permit. . . . .	12.11
Terms and conditions of agriculture occupation permit. . . . .	12.2
No assignment or transfer of agriculture occupation permit. . . . .	12.21
Liability for damage. . . . .	12.3
Cancellation of agriculture occupation permit. . . . .	12.31
Grant of agriculture lease. . . . .	12.4
Term of agriculture lease. . . . .	12.41

Définitions. . . . .	1
opération de couplage agricole — agricultural linkage operation	
bail agricole — agricultural lease	
Commission — Board	
exploitation agricole — farming operation	
Ministre — Minister	
périmètre — lease area	
permis d'occupation agricole — agricultural occupation permit	
Prorogation et composition de la Commission. . . . .	2
Mandat. . . . .	2.1
Vacance ou absence temporaire. . . . .	2.2
Quorum. . . . .	2.3
Rémunération et frais. . . . .	2.4
Responsabilité de la Commission devant le Ministre. . . . .	3
Pouvoirs de la Commission. . . . .	4, 5
Recommandations de la Commission relatives aux demandes. . . . .	5.1
Charges annuelles. . . . .	5.11, 5.12
Rapport du Ministre relatif à l'aide financière. . . . .	5.2
Charges annuelles. . . . .	5.3
Pouvoirs de la Commission. . . . .	6
Bail non cessible. . . . .	7
Annulation du bail. . . . .	8
Convention de vente, déchéance et prise de possession. . . . .	9
Abandon du bail. . . . .	10
Décès du locataire. . . . .	11
Convention de vente, statut de l'acheteur défaillant. . . . .	12
Permis d'occupation agricole. . . . .	12.1
Durée du permis d'occupation agricole. . . . .	12.11
Modalités et conditions du permis d'occupation agricole. . . . .	12.2
Aucune cession ou transfert du permis d'occupation agricole. . . . .	12.21
Responsabilité pour dommages. . . . .	12.3
Annulation d'un permis d'occupation agricole. . . . .	12.31
Octroi de bail agricole. . . . .	12.4
Durée du bail agricole. . . . .	12.41

Terms, covenants and conditions of agriculture lease. . . . .	12.5
Rent. . . . .	12.51
Assignment, transfer, sublet and set over of agriculture lease. . .	12.6
Borrowing. . . . .	12.61
Liability for damage. . . . .	12.7
Renewal of agriculture lease. . . . .	12.71
Surrender of agriculture lease. . . . .	12.8
Cancellation of agriculture lease. . . . .	12.81
Obligation to pay rent after agriculture lease expires, is surrendered or cancelled. . . . .	12.9
Obligation to pay rent after death of holder of agriculture lease. . . . .	12.91
Inspections. . . . .	12.92
Obstruction. . . . .	12.93
Prior leases. . . . .	12.94
Regulations. . . . .	13
Transitional. . . . .	14

Modalités, engagements et conditions du bail agricole. . . . .	12.5
Loyer. . . . .	12.51
Cession, transfert, sous-location et aliénation. . . . .	12.6
Emprunt. . . . .	12.61
Responsabilité pour dommages. . . . .	12.7
Renouvellement du bail agricole. . . . .	12.71
Résignation du bail agricole. . . . .	12.8
Annulation de bail agricole. . . . .	12.81
Obligation de payer le loyer après l'expiration, la résignation ou l'annulation du bail agricole. . . . .	12.9
Obligation de payer le loyer suite au décès du titulaire du bail agricole. . . . .	12.91
Inspections. . . . .	12.92
Entrave. . . . .	12.93
Baux antérieurs. . . . .	12.94
Règlements. . . . .	13
Disposition transitoire. . . . .	14

## 1 In this Act

“agriculture lease” means a lease granted under section 12.4;

“agricultural linkage operation” means an operation which in the opinion of the Board involves the marketing, storing, grading or other pre-processing operation of farm produce, or any farm input operation intended to maximize the return to the commercial farmer but does not include any processing operation or facility that is eligible for financial assistance under any Act or program of Canada or the Province;

“agriculture occupation permit” means an agriculture occupation permit issued under section 12.1;

“Board” means the body corporate constituted under the name Farm Adjustment Board and continued under the name Agricultural Development Board;

“farming operation” means

(a) a farming business within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada), or

(b) a start-up farming operation that is following a management plan approved by the Minister;

“lease area” means the land covered by an agriculture lease;

## 1 Dans la présente loi

« opération de couplage agricole » désigne une opération qui, de l'opinion de la Commission, comprend la commercialisation, l'entreposage, la classification ou autre opération de prétransformation des produits agricoles, ou toute opération d'apport agricole destinée à porter à leur maximum les revenus de l'agriculteur professionnel mais ne comprend pas les opérations ou établissements de transformation qui peuvent faire l'objet d'une aide financière en vertu d'une loi ou de tout programme du Canada ou de la province;

« bail agricole » désigne le bail octroyé en vertu de l'article 12.4;

« Commission » désigne la corporation créée sous le nom de Commission sur l'aménagement des exploitations agricoles et maintenue sous le nom de Commission de l'aménagement agricole;

« exploitation agricole » s'entend :

a) d'une entreprise agricole au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);

b) d'une opération de démarrage d'exploitation agricole donnant suite à un plan administratif approuvé par le Ministre;

“Minister” means the Minister of Agriculture and Aquaculture.

1966, c.9, s.1; 1980, c.21, s.1; 1985, c.28, s.2; 1988, c.54, s.1; 1996, c.25, s.3; 2000, c.26, s.12; 2009, c.24, s.1; 2009, c.36, s.1.

**2(1)** The body corporate called the Farm Adjustment Board heretofore constituted is continued as a body corporate under the name Agricultural Development Board.

**2(1.1)** The change of the name of the Board does not affect the rights and obligations of the Board and all proceedings may be continued or commenced by and against the Board under its new name that might have been continued or commenced by or against the Board under its former name.

**2(1.2)** A member of the Board who held office immediately before the commencement of this subsection continues in office until the member resigns or is reappointed or replaced.

**2(2)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint a minimum of 5 members and a maximum of 9 members to the Board, all or some of whom may be employees of the Civil Service as defined in the *Civil Service Act*.

**2(3)** The Lieutenant-Governor in Council shall designate a Chair and Vice-Chair from among the members of the Board.

1966, c.9, s.2; 1980, c.21, s.2; 1985, c.28, s.3; 2009, c.36, s.1.

**2.1(1)** The members of the Board shall be appointed for a term not exceeding 3 years and are eligible for reappointment.

**2.1(2)** Any appointment to the Board may be revoked by the Lieutenant-Governor in Council for cause.

**2.1(3)** Despite subsection (1) and subject to subsection (2), a member of the Board shall remain in office until the member resigns or is reappointed or replaced.

2009, c.36, s.1.

« Ministre » désigne le ministre de l’Agriculture et de l’Aquaculture;

« périmètre » désigne le terrain que vise un bail agricole;

« permis d’occupation agricole » désigne le permis d’occupation agricole délivré en vertu de l’article 12.1.

1966, c.9, art.1; 1980, c.21, art.1; 1985, c.28, art.2; 1988, c.54, art.1; 1996, c.25, art.3; 2000, c.26, art.12; 2009, c.24, art.1; 2009, c.36, art.1.

**2(1)** La corporation constituée jusqu’à présent sous le nom de Commission sur l’aménagement des exploitations agricoles est maintenue comme corporation sous le nom de Commission de l’aménagement agricole.

**2(1.1)** Le changement de nom de la Commission n’affecte pas les droits et obligations de celle-ci et toutes les instances qui auraient pu être continuées ou commencées par ou contre elle sous son ancien nom peuvent être continuées ou commencées par ou contre elle sous son nouveau nom.

**2(1.2)** Tout membre de la Commission qui était en fonction immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent paragraphe demeure en fonction jusqu’à ce qu’il démissionne ou soit nommé à nouveau ou remplacé.

**2(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer à la Commission de cinq à neuf membres dont tous ou certains peuvent être choisis au sein de la Fonction publique selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur la Fonction publique*.

**2(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un président et un vice-président parmi les membres de la Commission.

1966, c.9, art.2; 1980, c.4, art.2; 1985, c.28, art.3; 2009, c.36, art.1.

**2.1(1)** Le mandat maximal des membres de la Commission est de trois ans et est renouvelable.

**2.1(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer pour motif valable toute nomination à la Commission.

**2.1(3)** Malgré le paragraphe (1) et sous réserve du paragraphe (2), tout membre de la Commission demeure en fonction jusqu’à ce qu’il démissionne ou soit nommé à nouveau ou remplacé.

2009, c.36, art.1.

**2.2(1)** When a vacancy occurs on the Board, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a person to fill the vacancy for the balance of the term of the member replaced.

**2.2(2)** The Lieutenant-Governor in Council may, in the case of the temporary absence, illness or incapacity to act of any member of the Board, appoint a substitute for the member for the period of the temporary absence, illness or incapacity.

**2.2(3)** A vacancy on the Board does not impair the capacity of the Board to act.

2009, c.36, s.1.

**2.3** A majority of the members of the Board, one of whom shall be the Chair or the Vice-Chair, constitute a quorum.

2009, c.36, s.1.

**2.4(1)** Each member of the Board who is not an employee of the Civil Service as defined in the *Civil Service Act* is entitled to be paid remuneration in accordance with the regulations.

**2.4(2)** Each member of the Board is entitled to be reimbursed in accordance with the regulations for the travelling and living expenses incurred by the member in the performance of his or her duties.

2009, c.36, s.1.

**3** The Board is responsible to the Minister.

1966, c.9, s.3; 1967, c.38, s.2; 1986, c.8, s.3; 1988, c.54, s.2.

**4** The Board

(a) may make by-laws

(i) defining its policies and procedures, and

(ii) governing the conduct of its affairs and business, and

(b) may delegate by resolution such of its functions and powers as it sees fit to persons employed under the Board.

1966, c.9, s.4.

**5** The Board

**2.2(1)** En cas de vacance au sein de la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour la combler pour le reste du mandat du membre à remplacer.

**2.2(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en cas d'absence, de maladie ou d'empêchement temporaire d'un membre de la Commission, lui nommer un suppléant pour la durée de l'absence, de la maladie ou de l'empêchement temporaire.

**2.2(3)** Une vacance au sein de la Commission ne porte pas atteinte à sa capacité d'agir.

2009, c.36, art.1.

**2.3** La majorité des membres de la Commission, dont l'un est le président ou le vice-président, constitue le quorum.

2009, c.36, art.1.

**2.4(1)** Les membres de la Commission qui ne sont pas employés dans la Fonction publique selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur la Fonction publique* ont droit à une rémunération établie en conformité avec les règlements.

**2.4(2)** Les membres de la Commission ont le droit de se faire rembourser les frais de déplacement et de séjour qu'ils ont engagés dans l'exécution de leurs fonctions selon ce qui est prévu par les règlements.

2009, c.36, art.1.

**3** La Commission relève du Ministre.

1966, c.9, art.3; 1967, c.38, art.2; 1986, c.8, art.3; 1988, c.54, art.2.

**4** La Commission

a) peut établir des règlements administratifs

(i) définissant son action et ses méthodes, et

(ii) régissant la conduite de ses affaires et travaux, et

b) peut, par résolution, déléguer les fonctions et pouvoirs qu'elle estime utiles à ses employés.

1966, c.9, art.4.

**5** La Commission

(a) may acquire, hold, deal with, lease, sell or otherwise dispose of land,

(b) may, with the approval of the Minister or the Lieutenant-Governor in Council as prescribed by regulation, make loans to farmers

(i) for the purchase of farms,

(ii) for the purchase of land to be added to existing farms,

(iii) for the erection of farm buildings and facilities,

(iv) for the purchase of essential farming equipment and livestock, and

(v) for the conversion of short-term liabilities to medium or long-term obligations as warranted by income probabilities and the security to be taken,

(c) may, with the approval of the Minister or the Lieutenant-Governor in Council as prescribed by regulation, make loans and grants

(i) for the conversion of ineffectively used land to a more effective use, and

(ii) for the purpose of establishing and improving woodlots,

(d) may, with the approval of the Minister or the Lieutenant-Governor in Council as prescribed by regulation, make loans and grants to persons affected by land use and agricultural development projects,

(d.1) may, with the approval of the Minister or the Lieutenant-Governor in Council as prescribed by regulation, make loans and grants to persons engaged in agricultural linkage operations, for purposes of financing such operations,

(d.2) may, with the approval of the Minister or the Lieutenant-Governor in Council as prescribed by regulation, guarantee all or any part of a loan made to a farmer or to a person engaged in an agricultural linkage operation,

a) peut acquérir, détenir, négocier, louer, vendre ou aliéner de toute autre façon des terrains,

b) peut accorder des prêts aux agriculteurs avec l'approbation du Ministre ou du lieutenant-gouverneur en conseil selon ce qui est prescrit par règlement,

(i) pour l'achat d'exploitations agricoles,

(ii) pour l'achat de terrains afin de les réunir à des exploitations existantes,

(iii) pour la construction de bâtiments et d'installations agricoles,

(iv) pour l'achat de matériel agricole et de bétail essentiels, et

(v) pour la conversion d'engagements à court terme en engagements à moyen ou à long terme selon ce que permettent les probabilités de recettes et les garanties à prendre,

c) peut accorder des prêts et des subventions avec l'approbation du Ministre ou du lieutenant-gouverneur en conseil selon ce qui est prescrit par règlement,

(i) pour permettre une meilleure utilisation de terrains utilisés de façon inefficace, et

(ii) pour l'établissement et l'amélioration de terrains boisés,

d) peut accorder des prêts et des subventions aux personnes visées par les projets d'utilisation de terrains et d'aménagement agricole avec l'approbation du Ministre ou du lieutenant-gouverneur en conseil selon ce qui est prescrit par règlement,

d.1) peut accorder des prêts et des subventions aux personnes se livrant à des opérations de couplage agricole, avec l'approbation du Ministre ou du lieutenant-gouverneur en conseil selon ce qui est prescrit par règlement, afin de financer ces opérations,

d.2) peut garantir tout ou partie d'un prêt accordé à un agriculteur ou à une personne se livrant à une opération de couplage agricole avec l'approbation du Ministre ou du lieutenant-gouverneur en conseil selon ce qui est prescrit par règlement,

(e) may undertake research and investigations prerequisite to the formulation of programmes and projects, and

(f) may undertake or assist in any projects involving land use or land management and aimed at increasing substantially income and employment opportunities in rural areas.

1966, c.9, s.5; 1971, c.32, s.1; 1980, c.21, s.3; 1985, c.28, s.4; 1988, c.54, s.3.

**5.1(1)** The Board shall consider all applications for financial assistance for more than twenty-five thousand dollars made to it under this Act and the regulations and shall transmit to the Minister, within a reasonable time of considering each application, a recommendation setting forth its approval or disapproval of each application.

**5.1(2)** The Minister shall, in respect of applications for assistance that have been recommended for approval by the Board and that require the approval of the Lieutenant-Governor in Council, transmit the recommendation received under subsection (1) to the Lieutenant-Governor in Council.

**5.1(3)** The Minister and the Lieutenant-Governor in Council are not bound by a recommendation of the Board made under this section.

1988, c.54, s.4; 2007, c.16, s.1.

**5.11(1)** The Board shall refer to the Minister all applications for financial assistance for twenty-five thousand dollars or less made to it under this Act and the regulations.

**5.11(2)** The Board is not required to make a recommendation with respect to an application referred to the Minister under subsection (1).

2007, c.16, s.2.

**5.12** The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council or in accordance with the regulations, may provide financial assistance to aid and encourage agricultural development in the Province and such financial assistance shall be in accordance with the terms and conditions specified by the Minister or specified in the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

2007, c.16, s.2.

e) peut entreprendre les recherches et enquêtes nécessaires à l'élaboration de programmes et projets, et

f) peut entreprendre tous projets d'utilisation ou de gestion des terres destinés à accroître sensiblement les revenus et possibilités d'emploi dans les régions rurales, ou collaborer à ces projets.

1966, c.9, art.5; 1971, c.32, art.1; 1980, c.21, art.3; 1985, c.28, art.4; 1988, c.54, art.3.

**5.1(1)** La Commission doit prendre en considération toutes demandes d'aide financière de plus de vingt-cinq mille dollars qui lui sont faites en vertu de la présente loi et des règlements et doit transmettre au Ministre, dans un délai raisonnable après avoir pris en considération chacune des demandes, une recommandation favorable ou défavorable quant à chaque demande.

**5.1(2)** Le Ministre doit, relativement aux demandes d'aide qui ont reçu une recommandation favorable par la Commission et qui requièrent l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, transmettre la recommandation reçue en vertu du paragraphe (1) au lieutenant-gouverneur en conseil.

**5.1(3)** Le Ministre et le lieutenant-gouverneur en conseil ne sont pas liés par une recommandation de la Commission faite en vertu du présent article.

1988, c.54, art.4; 2007, c.16, art.1.

**5.11(1)** La Commission doit remettre au Ministre toutes demandes d'aide financière de vingt-cinq mille dollars ou moins qui lui sont faites en vertu de la présente loi et des règlements.

**5.11(2)** Une demande remise au Ministre aux termes du paragraphe (1) n'exige pas une recommandation de la Commission.

2007, c.16, art.2.

**5.12** Le Ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ou conformément aux règlements, accorder une aide financière en vue de faciliter et de favoriser l'aménagement agricole dans la province et cette aide financière doit être assortie des modalités et des conditions fixées par le Ministre ou par le lieutenant-gouverneur en conseil dans son approbation.

2007, c.16, art.2.

**5.2** The Minister shall submit to the Lieutenant-Governor in Council each month a report, in accordance with the regulations, in respect of any loan, grant or guarantee or any other financial assistance approved by the Minister in the preceding month.

1988, c.54, s.4.

**5.3(1)** Any person who receives financial assistance under this Act shall pay to the Minister an annual charge in accordance with the terms and conditions prescribed by regulation.

**5.3(2)** The annual charges received by the Minister under this section shall be paid into the Consolidated Fund.

2007, c.16, s.3.

**6** Property acquired for the purposes of this Act is vested in the Board as agent for Her Majesty in right of the Province and may be held, dealt with, leased, sold or otherwise disposed of by the Board.

1966, c.9, s.6; 1980, c.21, s.4.

**7** Unless authorized by the Board, a lessee shall not sublet, assign or transfer in whole or in part any lease granted under this Act.

1966, c.9, s.7.

**8** If a lessee under this Act fails to carry out any term or condition of the lease, the Board may cancel the lease at any time by notice served upon the lessee by registered mail sent to his latest known address and the lessee shall vacate the leased premises within thirty days of the mailing of notice.

1966, c.9, s.8.

**9(1)** If a purchaser under this Act fails to carry out any term or condition of the agreement of sale, the Board, in addition to any other remedy provided by law or by the agreement of sale

(a) may terminate the agreement of sale and declare the interest of the purchaser therein to be forfeited, and

(b) may repossess the property on giving the purchaser thirty-days notice in writing of such forfeiture and intention to repossess or, if neither the purchaser nor any of his legal representatives is within the Province or if his whereabouts is unknown, by posting the notice on the dwelling-house or other conspicuous

**5.2** Le Ministre doit soumettre chaque mois au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport conformément aux règlements concernant tout prêt, toute subvention ou toute garantie ou toute autre aide financière approuvés par le Ministre au cours du mois précédent.

1988, c.54, art.4.

**5.3(1)** Toute personne qui reçoit une aide financière en vertu de la présente loi doit verser au Ministre une somme au titre de charges annuelles selon les modalités et conditions établies par règlement.

**5.3(2)** Les sommes payées au Ministre au titre de charges annuelles en vertu du présent article sont versées au Fonds consolidé.

2007, c.16, art.3.

**6** Les biens acquis pour les besoins de la présente loi sont dévolus à la Commission en sa qualité de représentant de sa Majesté du chef de la province et elle peut les détenir, négocier, louer, vendre ou aliéner de toute autre façon.

1966, c.9, art.6; 1980, c.21, art.4.

**7** Sauf s'il est autorisé par la Commission, un locataire ne doit pas sous-louer, céder, ni transférer, en totalité ou en partie, un bail accordé en application de la présente loi.

1966, c.9, art.7.

**8** Si un locataire en vertu de la présente loi néglige d'exécuter une disposition ou condition du bail, la Commission peut en tout temps annuler le bail en lui signifiant un avis expédié par courrier recommandé à sa dernière adresse connue, et celui-ci doit quitter les lieux loués dans les trente jours qui suivent l'envoi de l'avis.

1966, c.9, art.8.

**9(1)** Si un acheteur en vertu de la présente loi néglige d'exécuter une disposition ou condition de la convention de vente, la Commission peut, en sus de tout autre recours prévu par la loi ou dans la convention de vente,

a) résilier la convention de vente et déclarer l'acheteur déchu des droits qu'elle lui confère, et

b) prendre possession du bien, après avoir donné à l'acheteur un préavis écrit de trente jours pour l'informer de cette déchéance et de son intention de prendre possession du bien ou, si l'acheteur et ses représentants légaux sont absents de la province, ou si l'on ignore où l'acheteur se trouve, en affichant l'avis sur la maison de

place on the premises of the defaulting purchaser, or of his legal representative,

and on so taking possession of the premises, the Board may deal with, lease, sell or otherwise dispose of lands so repossessed.

**9(2)** No overt act of repossession is necessary but such repossession is deemed to have taken place immediately at the expiration of thirty days from the giving or posting of the notice as the case may be.

1966, c.9, s.9.

**10** When it appears to the Board that a lessee or purchaser under this Act has abandoned his premises and a loss with regard to livestock or crops is likely, the Board may do such things as it deems necessary to avert that loss.

1966, c.9, s.10.

**11(1)** When a lessee or purchaser dies indebted to the Board with respect to any property, his rights acquired under this or any former Act devolve upon his heirs, devisees or personal representatives subject to

(a) all rights, claims and charges of the Board respecting the property, and

(b) the performance by the heirs, devisees or personal representatives of all obligations of the lessee or purchaser with respect to that property.

**11(2)** Default on the part of the heirs, devisees or personal representatives with respect to any obligation has the same effect as would default on the part of the lessee or purchaser but for his death, and this is so, notwithstanding that such heirs, devisees or personal representatives, or any one or more are under the disability of infancy or any other disability.

1966, c.9, s.11.

**12** A purchaser against whom repossession is carried out by the Board is deemed to have been a tenant at will at a rental equivalent to the instalments paid under the agreement of sale.

1966, c.9, s.12.

l'acheteur en défaut ou à un autre endroit bien en vue sur sa propriété ou sur celle de son représentant légal,

et après avoir pris possession de la propriété, la Commission peut négocier, louer, vendre ou aliéner de toute autre façon les terrains ainsi repris.

**9(2)** Le présent article n'oblige pas de poser un acte manifeste de prise de possession, mais elle est réputée avoir eu lieu au moment de l'expiration du délai de trente jours qui suit la date où l'avis a été donné ou affiché, selon le cas.

1966, c.9, art.9.

**10** Lorsque la Commission estime qu'un locataire ou un acheteur visé par la présente loi a abandonné sa propriété au détriment probable du bétail ou des récoltes, elle peut prendre les mesures nécessaires pour éviter une telle perte.

1966, c.9, art.10.

**11(1)** Lorsqu'un locataire ou un acheteur était à son décès endetté envers la Commission à l'égard d'un bien, les droits qu'il a acquis en vertu de la présente loi ou d'une loi antérieure sont dévolus à ses héritiers, légataires ou représentants personnels

a) sous réserve des droits, réclamations et charges que la Commission possède sur ce bien, et

b) sous réserve de l'exécution des engagements du locataire ou de l'acheteur à l'égard de ce bien par ses héritiers, légataires ou représentants personnels.

**11(2)** Le fait que les héritiers, légataires ou représentants personnels aient négligé de satisfaire à un engagement a le même effet que si le locataire ou l'acheteur, n'eût été son décès, avait manqué lui-même à l'engagement, et il en est ainsi même si ces héritiers, légataires ou représentants personnels, ou l'un ou plusieurs d'entre eux, sont frappés d'incapacité en raison de leur minorité ou pour toute autre raison.

1966, c.9, art.11.

**12** L'acheteur dont la Commission a repris le bien est réputé avoir été locataire à titre congéable à raison d'une location égale aux versements acquittés aux termes de la convention de vente.

1966, c.9, art.12.

**12.1** The Minister may issue an agriculture occupation permit authorizing a person to use and occupy land under the administration and control of the Minister if the person

- (a) makes an application on a form provided by the Minister,
- (b) provides the Minister with such documentation and information as the Minister requires, and
- (c) pays the fee, if any, prescribed by regulation.

2009, c.24, s.2.

**12.11** An agriculture occupation permit is valid for one year or for such shorter period as is specified by the Minister in the permit.

2009, c.24, s.2.

**12.2** An agriculture occupation permit is subject to the terms and conditions imposed by the Minister.

2009, c.24, s.2.

**12.21** An agriculture occupation permit is not assignable or transferable.

2009, c.24, s.2.

**12.3** The holder of an agriculture occupation permit is liable for actual damage to property caused by the holder of the agriculture occupation permit or any person acting on behalf of the holder of the agriculture occupation permit on the land covered by the agriculture occupation permit.

2009, c.24, s.2.

**12.31** The Minister may cancel an agriculture occupation permit if the holder of the agriculture occupation permit

- (a) violates or fails to comply with this Act or the regulations,
- (b) violates or fails to comply with a term or condition of the agriculture occupation permit, or
- (c) requests in writing that the agriculture occupation permit be cancelled.

2009, c.24, s.2.

**12.4** The Minister may grant an agriculture lease to a person for the purpose of carrying out a farming operation

**12.1** Le Ministre peut délivrer à une personne un permis d'occupation agricole l'autorisant à occuper et à utiliser un terrain placé sous son administration et sa surveillance aux conditions suivantes :

- a) elle présente une demande au moyen de la formule qu'il lui fournit;
- b) elle lui fournit les documents et les renseignements qu'il exige;
- c) elle paie les droits réglementaires, le cas échéant.

2009, c.24, art.2.

**12.11** Le permis d'occupation agricole est valide pour une période d'un an ou pour la période plus courte que fixe le Ministre sur le permis.

2009, c.24, art.2.

**12.2** Le permis d'occupation agricole est assujéti aux modalités et aux conditions que fixe le Ministre.

2009, c.24, art.2.

**12.21** Le permis d'occupation agricole est incessible et ne peut être transféré.

2009, c.24, art.2.

**12.3** Le titulaire du permis d'occupation agricole est responsable des dommages réels aux biens causés par lui ou par son représentant sur le terrain que vise le permis.

2009, c.24, art.2.

**12.31** Le Ministre peut annuler le permis d'occupation agricole, si son titulaire :

- a) contrevient à la présente loi ou à ses règlements ou omet de s'y conformer;
- b) contrevient à une modalité ou à une condition du permis ou omet de s'y conformer;
- c) sollicite son annulation par écrit.

2009, c.24, art.2.

**12.4** Le Ministre peut octroyer à une personne un bail agricole aux fins d'exploitation agricole sur un terrain pla-

on land under the administration and control of the Minister if the person

(a) makes an application on a form provided by the Minister,

(b) provides the Minister with such documentation and information as the Minister requires, and

(c) pays the fee, if any, prescribed by regulation.

2009, c.24, s.2.

**12.41** An agriculture lease shall be for a period not exceeding 20 years or, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, for such period of time as the Minister considers appropriate.

2009, c.24, s.2.

**12.5** An agriculture lease is subject to the terms, covenants and conditions imposed by the Minister.

2009, c.24, s.2.

**12.51(1)** The holder of an agriculture lease shall pay rent in the amount, at the time and in the manner determined by the Minister.

**12.51(2)** From the date on which the amount of rent under this Act with respect to an agriculture lease is to be paid by any person, the amount bears interest at the rate prescribed in subsection 9(1) of New Brunswick Regulation 84-247 under the *Revenue Administration Act*.

**12.51(3)** The amount of rent payable under this Act with respect to an agriculture lease, together with interest on the amount, that is due and unpaid by any person is a debt due to Her Majesty in right of the Province and may be recovered by action in her name in any court of competent jurisdiction.

2009, c.24, s.2.

**12.6(1)** The holder of an agriculture lease may, in accordance with the terms, covenants and conditions of the agriculture lease, assign, transfer, sublet or set over the agriculture lease.

**12.6(2)** The transfer of an agriculture lease shall be

(a) signed by the transferor or by the agent of the transferor, and

cé sous son administration et sa surveillance aux conditions suivantes :

a) elle présente une demande au moyen de la formule qu'il lui fournit;

b) elle lui fournit les documents et les renseignements qu'il exige;

c) elle paie les droits réglementaires, le cas échéant.

2009, c.24, art.2.

**12.41** Le bail agricole est octroyé pour une période maximale de vingt ans ou, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour toute période que le Ministre estime appropriée.

2009, c.24, art.2.

**12.5** Le bail agricole est assujéti aux modalités, aux covenants et aux conditions que fixe le Ministre.

2009, c.24, art.2.

**12.51(1)** Le titulaire du bail agricole paie un loyer dont le Ministre fixe le montant, le moment du paiement et les modalités de paiement.

**12.51(2)** À compter de la date à laquelle un loyer est exigible en application de la présente loi relativement au bail agricole, le montant qu'il représente porte intérêt au taux que fixe le paragraphe 9(1) du Règlement du Nouveau-Brunswick 84-247 pris en vertu de la *Loi sur l'administration du revenu*.

**12.51(3)** Le loyer à payer en application de la présente loi relativement au bail agricole qui demeure impayé ainsi que les intérêts sur ce montant constituent une créance de Sa Majesté du chef de la province et peuvent être recouvrés en justice par voie d'action intentée en son nom devant tout tribunal compétent.

2009, c.24, art.2.

**12.6(1)** Le titulaire du bail agricole peut, conformément aux modalités, aux covenants et aux conditions du bail, le céder, le transférer, le sous-louer ou l'aliéner.

**12.6(2)** Le transfert du bail agricole :

a) est signé par le cédant ou par son mandataire;

(b) accompanied by the fee, if any, prescribed by regulation.

2009, c.24, s.2.

**12.61** The holder of an agriculture lease shall not, without the prior written approval of the Minister, mortgage, hypothecate, pledge or otherwise encumber the lease area.

2009, c.24, s.2.

**12.7** The holder of an agriculture lease is liable for actual damage to property caused by the holder of the agriculture lease or any person acting on behalf of the holder of the agriculture lease on the lease area.

2009, c.24, s.2.

**12.71(1)** The Minister may renew an agriculture lease for a period not exceeding 20 years or, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, for such period of time as the Minister considers appropriate if

(a) before the agriculture lease expires, the holder of the lease

(i) makes an application on a form provided by the Minister,

(ii) provides the Minister with such documentation and information as the Minister requires, and

(iii) pays the fee, if any, prescribed by regulation, and

(b) the Minister is satisfied that this Act, the regulations and the terms, covenants and conditions of the agriculture lease have been complied with.

**12.71(2)** An agriculture lease may be renewed more than once.

2009, c.24, s.2.

**12.8** The holder of an agriculture lease may surrender the agriculture lease by giving the Minister written notice of the surrender.

2009, c.24, s.2.

**12.81(1)** The Minister may cancel an agriculture lease if the holder of the agriculture lease

(a) violates or fails to comply with this Act or the regulations,

b) s'accompagne du paiement des droits réglementaires, le cas échéant.

2009, c.24, art.2.

**12.61** Le titulaire du bail agricole ne peut l'hypothéquer, le donner en garantie ou le grever de toute autre manière sans obtenir au préalable l'approbation écrite du Ministre.

2009, c.24, art.2.

**12.7** Le titulaire du bail agricole est responsable des dommages réels aux biens causés par lui ou par son représentant dans les limites du périmètre.

2009, c.24, art.2.

**12.71(1)** Le Ministre peut renouveler le bail agricole pour une période maximale de vingt ans ou, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour toute période qu'il estime appropriée, si sont remplies les conditions suivantes :

a) avant l'expiration du bail agricole, son titulaire :

(i) présente une demande au moyen de la formule que lui fournit le Ministre,

(ii) fournit les documents et les renseignements qu'exige le Ministre,

(iii) paie les droits réglementaires, le cas échéant;

b) le Ministre est convaincu qu'ont été respectés la présente loi, ses règlements ainsi que les modalités, les covenants et les conditions du bail.

**12.71(2)** Le bail agricole peut être renouvelé plus d'une fois.

2009, c.24, art.2.

**12.8** Le titulaire du bail agricole peut le rétrocéder en donnant au Ministre un avis écrit de rétrocession.

2009, c.24, art.2.

**12.81(1)** Le Ministre peut annuler le bail agricole, si son titulaire :

a) contrevient à la présente loi ou à ses règlements ou omet de s'y conformer;

(b) violates or fails to comply with a term, covenant or condition of the agriculture lease, or

(c) surrenders the agriculture lease.

**12.81(2)** The Minister shall serve notice of the cancellation on the holder of the agriculture lease

(a) in a manner in which personal service may be made under the Rules of Court, or

(b) by mailing the notice by registered mail to the latest known address of the holder of the agriculture lease.

**12.81(3)** Service by registered mail shall be deemed to be effected 7 days after the date of mailing.

**12.81(4)** The cancellation takes effect on the date the notice of cancellation is served.

**12.81(5)** The person who held the agriculture lease shall, within the period of time specified by the Minister,

(a) vacate the lease area, and

(b) rehabilitate the lease area to the satisfaction of the Minister.

**12.81(6)** If the person who held the agriculture lease fails to rehabilitate the lease area to the satisfaction of the Minister, the Minister may rehabilitate the lease area at the expense of that person.

2009, c.24, s.2.

**12.9** When an agriculture lease expires or is surrendered or cancelled, the person who held the agriculture lease continues to be liable for any money owing with respect to rents, including interest on any amounts due and payable for which the person was liable immediately before the expiry, surrender or cancellation of the agriculture lease.

2009, c.24, s.2.

**12.91** When the holder of an agriculture lease dies, the heirs, executors, administrators or assigns of the holder of the agriculture lease are liable for any money owing with respect to rents, including interest on any amounts due and payable for which the holder of the agriculture lease was liable immediately before his or her death.

2009, c.24, s.2.

b) contrevient à une modalité, à un covenant ou à une condition du bail agricole ou omet de s'y conformer;

c) le rétrocede.

**12.81(2)** Le Ministre signifie un avis d'annulation au titulaire du bail agricole :

a) soit de la manière que prévoient les Règles de procédure pour la signification à personne;

b) soit en envoyant l'avis par courrier recommandé à sa dernière adresse connue.

**12.81(3)** La signification par courrier recommandé est réputée être effectuée le septième jour après sa mise à la poste.

**12.81(4)** L'annulation prend effet à la date à laquelle est signifié l'avis d'annulation.

**12.81(5)** La personne qui était titulaire du bail agricole doit, dans le délai que fixe le Ministre :

a) quitter le périmètre;

b) remettre en état le périmètre d'une façon que le Ministre juge satisfaisante.

**12.81(6)** Si la personne qui était titulaire du bail agricole omet de remettre en état le périmètre d'une façon qu'il juge satisfaisante, le Ministre peut le remettre en état aux frais de cette personne.

2009, c.24, art.2.

**12.9** Lorsqu'un bail agricole expire ou est rétrocedé ou annulé, la personne qui en était titulaire continue d'être tenue de toute créance due au titre des loyers, y compris les intérêts sur toutes les sommes dues et payables pour lesquelles elle était tenue immédiatement avant l'expiration, la rétrocession ou l'annulation.

2009, c.24, art.2.

**12.91** Lorsque le titulaire d'un bail agricole décède, ses héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs successoraux ou ayants droit sont tenus de toute créance due au titre des loyers, y compris les intérêts sur toutes les sommes dues et payables pour lesquelles il était tenu immédiatement avant son décès.

2009, c.24, art.2.

**12.92** For the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations, the terms and conditions of an agriculture permit or the terms, covenants and conditions of an agriculture lease, the Minister may, at any reasonable time,

(a) enter and inspect any land covered by an agriculture occupation permit or any lease area, and

(b) conduct tests, make inquiries and take samples, measurements, photographs or audio or visual recordings that the Minister considers necessary.

2009, c.24, s.2.

**12.93** The holder of an agriculture occupation permit or an agriculture lease or any person acting on behalf of the holder of the agriculture occupation permit or agriculture lease shall not obstruct or interfere with the Minister while he or she is carrying out or attempting to carry out an inspection under this Act.

2009, c.24, s.2.

**12.94(1)** Any lease granted by the Minister for agricultural purposes after December 31, 1992, and before the commencement of this section shall be deemed to have been validly granted and is confirmed and ratified.

**12.94(2)** Any act or thing done after December 31, 1992, and before the commencement of this section by the Minister with respect to the leases referred to in subsection (1) shall be deemed to have been validly done and is confirmed and ratified.

**12.94(3)** No action, application or any other proceeding to question or in which is questioned the validity of the leases referred to in subsection (1) or the authority of the Minister to grant such leases, shall lie or be instituted against Her Majesty in right of the Province or the Minister or any person appointed, assigned, designated or requested to assist the Minister with respect to such leases, if the Minister or person acted in good faith in granting the lease.

**12.94(4)** Sections 12.5 to 12.93 apply with the necessary modifications to the leases referred to in subsection (1).

2009, c.24, s.2.

**13(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

**12.92** Afin d'assurer le respect de la présente loi, de ses règlements, des modalités et des conditions du permis d'occupation agricole ou des modalités, des covenants et des conditions du bail agricole, le Ministre peut, à toute heure raisonnable :

a) pénétrer sur le terrain visé par le permis d'occupation agricole ou dans le périmètre et en faire l'inspection;

b) effectuer les analyses, obtenir les renseignements, prendre les échantillons, les mesures, les photos ou les enregistrements audios ou vidéos qu'il estime nécessaires.

2009, c.24, art.2.

**12.93** Le titulaire du permis d'occupation agricole ou du bail agricole ou son représentant ne peut entraver ou gêner le Ministre pendant qu'il procède ou tente de procéder à l'inspection que prévoit la présente loi.

2009, c.24, art.2.

**12.94(1)** Les baux qu'octroie le Ministre à des fins agricoles après le 31 décembre 1992 et avant l'entrée en vigueur du présent article sont réputés avoir été valablement octroyés et sont confirmés et ratifiés.

**12.94(2)** Toute action ou toute chose que le Ministre accomplit après le 31 décembre 1992 et avant l'entrée en vigueur du présent article relativement aux baux mentionnés au paragraphe (1) est réputée avoir été valablement accomplie et est confirmée et ratifiée.

**12.94(3)** Sont irrecevables les actions, requêtes ou autres actes de procédure mettant en question ou dans lesquels est contestée la validité des baux mentionnés au paragraphe (1) ou l'autorité du Ministre d'octroyer ces baux introduits contre Sa Majesté du chef de la province, le Ministre ou toute personne nommée, affectée, désignée ou requise pour assister le Ministre relativement à ces baux, si le Ministre ou l'autre personne a agi de bonne foi en procédant à cet octroi.

**12.94(4)** Les articles 12.5 à 12.93 s'appliquent avec les adaptations nécessaires, aux baux visés au paragraphe (1).

2009, c.24, art.2.

**13(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

(a) respecting the terms and conditions under which land is to be acquired, held, dealt with, leased, sold and otherwise disposed of;

(a.1) prescribing the circumstances under which the approval of the Minister is required before the Board may make any loan, grant or guarantee or give any other financial assistance under this Act;

(a.2) prescribing the circumstances under which the approval of the Lieutenant-Governor in Council is required before the Board may make any loan, grant or guarantee or give any other financial assistance under this Act;

(a.21) prescribing the circumstances under which the approval of the Lieutenant-Governor in Council is required before the Minister may make any loan, grant or guarantee or give any other financial assistance under this Act;

(a.3) respecting the information to be contained in the report submitted under section 5.2;

(b) prescribing the qualifications of applicants for loans, grants, guarantees, leases and agreements of sale;

(c) respecting the terms and conditions on which loans, grants and guarantees are to be made;

(c.1) respecting the rate of interest and the rebate of interest;

(c.2) respecting the annual charges and the terms and conditions applicable to annual charges;

(d) prescribing the terms and conditions on which financial assistance is to be given to persons affected by land use and agricultural development projects;

(d.01) respecting remuneration for members of the Board;

(d.02) respecting travelling and living expenses for which members of the Board are entitled to be reimbursed;

(d.1) defining, for the purposes of the regulations, any word or expression used in the Act that is not defined in the Act;

a) concernant les modalités et conditions auxquelles un bien-fonds peut être acquis, détenu, négocié, loué, vendu ou aliéné d'une autre façon;

a.1) prescrivant les circonstances en vertu desquelles l'approbation du Ministre est requise avant que la Commission ne puisse accorder tout prêt, toute subvention ou toute garantie ou toute autre aide financière en vertu de la présente loi;

a.2) prescrivant les circonstances en vertu desquelles l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil est requise avant que la Commission ne puisse accorder tout prêt, toute subvention, toute garantie ou toute autre aide financière en vertu de la présente loi;

a.21) prescrivant les circonstances dans lesquelles l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil est requise avant que le Ministre ne puisse accorder tout prêt, toute subvention, toute garantie ou toute autre aide financière en vertu de la présente loi;

a.3) concernant les renseignements que doit renfermer le rapport soumis en vertu de l'article 5.2;

b) fixant les qualités requises des personnes qui demandent l'obtention d'un prêt, d'une subvention, d'une garantie ou d'un bail ou la conclusion d'une convention de vente;

c) concernant les modalités et conditions d'octroi des prêts, subventions et garanties;

c.1) concernant le taux d'intérêt et la remise d'intérêt;

c.2) concernant les charges annuelles ainsi que les modalités et conditions qui leur sont applicables;

d) prescrivant les modalités et conditions d'octroi d'aide financière aux personnes touchées par les projets d'utilisation des terrains et d'aménagement agricole;

d.01) concernant la rémunération des membres de la Commission;

d.02) concernant les frais de déplacement et de séjour pour lesquels les membres de la Commission ont droit à un remboursement;

d.1) définissant, aux fins des règlements, tout mot ou expression que la Loi utilise mais qu'elle ne définit pas;

(d.2) Repealed: 2009, c.36, s.1.

d.2) Abrogé : 2009, c.36, art.1.

(d.3) Repealed: 2009, c.36, s.1.

d.3) Abrogé : 2009, c.36, art.1.

(d.4) prescribing fees payable under this Act;

d.4) fixant les droits payables en vertu de la présente loi;

(e) generally for the better administration of this Act.

e) visant, de façon générale, à une meilleure application de la présente loi.

**13(2)** A regulation made under paragraph (c.2) may be retroactive to February 15, 2003, or to any date after February 15, 2003.

**13(2)** Un règlement établi en vertu de l'alinéa c.2) peut être rétroactif au 15 février 2003 ou à toute date ultérieure au 15 février 2003.

1966, c.9, s.13; 1980, c.21, s.5; 1984, c.43, s.1; 1985, c.28, s.5; 1988, c.54, s.5; 2007, c.16, s.4; 2009, c.24, s.3; 2009, c.36, s.1.

1966, c.9, art.13; 1980, c.21, art.5; 1984, c.43, art.1; 1985, c.28, art.5; 1988, c.54, art.5; 2007, c.16, art.4; 2009, c.24, art.3; 2009, c.36, art.1.

**14** All agreements and obligations entered into under the *Farm Settlement Act*, chapter 80 of the Revised Statutes, 1952, remain in force and are to be carried out by the Board, but a new agreement may be negotiated under this Act in substitution for the original.

**14** Toutes les conventions et tous les engagements passés sous l'autorité de la loi intitulée *Farm Settlement Act*, chapitre 80 des Statuts révisés de 1952, demeurent en vigueur et doivent être exécutés par la Commission, mais une nouvelle convention remplaçant la première peut être négociée en vertu de la présente loi.

1966, c.9, s.14; 1967, c.40, s.1.

1966, c.9, art.14; 1967, c.40, art.1.

**N.B.** This Act is consolidated to September 15, 2009.

**N.B.** La présente loi est refondue au 15 septembre 2009.